

**Séance ordinaire du
lundi 5 octobre 2020**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-vingt et le cinq octobre, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel ASLANIAN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Caroline DUFOIX, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Marie MASSART.

**ZAC Port Marianne - Rive Gauche - Agrément de candidature NEOCITY
Promotion et COGIM pour THE FRENCH PROPTECH (Lot 11) - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Le développement de la Ville de Montpellier vers l'est de son territoire, initié dans le cadre du projet urbain Port Marianne depuis plus de vingt ans, se poursuit aujourd'hui avec le nouveau quartier Port Marianne - Rive gauche. Délimité par le Lez à l'est, l'autoroute A9 au sud, et par les avenues Raymond Dugrand et Théroigne de Méricourt à l'ouest et au nord, le périmètre de ce quartier s'étend sur une surface d'environ 9 hectares.

Sa conception architecturale et urbanistique est l'œuvre de l'équipe menée par l'architecte en chef Pierre Tourre, associé au bureau d'études spécialisé en environnement TRIBU et au paysagiste Marc Richier.

Le programme de cette opération prévoit la réalisation d'environ 1 000 logements (dont un tiers environ de logements sociaux), de bureaux, de commerces et d'équipements divers le long de l'avenue Raymond Dugrand, avenue structurante en entrée de ville irriguée par la ligne 3 du tramway mise en service en 2012. Ce quartier a été conçu comme un écoquartier avec pour principale ambition de limiter au maximum son empreinte écologique, et notamment ses consommations énergétiques et ses émissions de gaz à effet de serre.

La maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008.

La première tranche de l'opération (lot 1a et 1b, lot2a et 2b), le long de l'avenue Théroigne de Méricourt a été achevée en 2014. Puis ont ensuite été entrepris en 2014 et 2015 les constructions des lots 3, 5, 6, 8 qui ont été livrées en cours d'année 2017. Le lot 4 et le lot 12 de la ZAC, mis en chantier respectivement en 2017 et 2018 ont été livrés cette année.

Les travaux du lot 10 qui accueillera en 2022 un équipement public comprenant une crèche, un relais d'assistance maternelle et une maison de quartier ont démarré récemment.

En ce qui concerne le macro-lot 7, les travaux du nouveau groupe scolaire du quartier (lot 7b) sont toujours en cours et s'achèveront prochainement. La résidence étudiante (lot 7c) vient quant à elle d'être mise en chantier.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de NEOCITY Promotion et COGIM pour THE FRENCH PROPTECH en vue de la cession du lot n°11 de la ZAC Port Marianne – Rive gauche permettant la réalisation de bureaux, logements et surfaces commerciales.

- Dénomination du candidat : NEOCITY Promotion et COGIM pour THE FRENCH PROPTECH
- Localisation : Section SC N° 264, 265 et 210a
- Surface du lot : 4 591m²,
- Nature du projet : Bureaux, logements et surfaces commerciales
- SDP envisagée : 14 410 m² SDP
- SDP maximale autorisée : 15 000 m² SDP maximale,

La SERM précise que la candidature de NEOCITY Promotion et COGIM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature du groupe NEOCITY Promotion et COGIM en vue de la réalisation de bureaux, logements et surfaces commerciales sur le lot 11 de la ZAC Port Marianne – Rive Gauche ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 56 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Roger-Yannick CHARTIER.

**Fait à Montpellier, le 14 octobre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 octobre 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Localisation NEOCITE Promotion et COGIM lot 11 Rive gauche.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201005-142943-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 15/10/20
Réception en Préfecture : 15/10/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.